

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60021 Beauvais

Beauvais, le 10/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DRAKA FILECA**

R.N 1

60730 Sainte-Geneviève

Références : IC-R/0124/24-SLT

Code AIOT : 0005104872

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2024 dans l'établissement DRAKA FILECA implanté R.N 1 60730 Sainte-Geneviève. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DRAKA FILECA
- R.N 1 60730 Sainte-Geneviève
- Code AIOT : 0005104872
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DRAKA FILECA est spécialisée dans la production de câbles destinés aux secteurs de l'aéronautique, de l'aérospatiale et de la défense. Les activités de cette société sont autorisées par arrêté préfectoral du 24/02/2017.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 3.2.8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 3.2.4	/	Sans objet
3	Valeurs limites des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 3.2.3	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 02/05/2022.

Il est donc proposé à Madame la Préfète d'abroger cet arrêté.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan de gestion des solvants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 3.2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 16/03/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée si cette dernière est supérieure à 15 tonnes et 20 % si elle est inférieure à 15 tonnes.</p>

**Constats :**

Lors de l'inspection du 16/03/2022, l'exploitant avait présenté le plan de gestion de solvant de l'année 2021. Le taux d'émissions diffuses était de 51,70 % de la quantité de solvants utilisés (non-conformité).

L'exploitant avait également indiqué que les travaux qui permettraient de rendre conforme le taux d'émissions diffuses seraient réalisés en 2022.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'une aspiration composée de 2 points a été mise en place sur le process émaillage. Cette nouvelle aspiration est raccordée au point de rejet P1 (rejet des installations de teflon). Ces travaux ont été réalisés le 10/11/2022.

La visite du site a permis de constater les travaux réalisés.

Par ailleurs, le plan de gestion comptant pour l'année 2023 a été présenté. Le flux annuel des émissions diffuses est de 17.36% pour une quantité de solvants utilisée de 6.5 tonnes.

L'arrêté préfectoral du 02/05/2022 est donc respecté.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 : Autosurveillance des rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

.../...

L'exploitant met en place un programme de surveillance visant à maîtriser ses rejets atmosphériques. À cet effet, l'exploitant établit un programme de surveillance de l'ensemble des rejets canalisés recensés à l'article 3.2.2 du présent arrêté. Il appartient à l'exploitant de mettre en place un programme de surveillance qu'il juge représentatif de son activité afin de vérifier le respect des valeurs limites d'émission mentionnées aux articles précités. En particulier, des mesures, au minimum annuelle, sont réalisées sur les rejets, à l'exception des rejets des conduits A1 à A2 pour lesquels la fréquence des mesures sera à minima biennale et des rejets K1 et D1 à D4 pour lesquels elle sera à minima quinquennale. Les mesures portent sur l'ensemble des paramètres mentionnés aux articles 3.2.2 et 3.2.3. Les mesures portent sur l'ensemble des paramètres mentionnés aux articles 3.2.2 et 3.2.3.

Ces documents sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

**Constats :**

L'exploitant a présenté les derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques réalisés par la société APAVE :

- rejets A1 et A2 (chaufferie) contrôlés les 24/01/2024 et 25/01/2024,
- rejet Y1 (tréfileuse) contrôlé le 25/01/2024,
- rejet P1 contrôlé le 04/10/2023,
- rejet X1 et X2 contrôlés les 19/01/2023 et 20/01/2023 (le prochain contrôle est programmé le 18/04/2024).

Les rejets K1 et D1 à D4 avaient fait l'objet d'un contrôle lors de la dernière inspection. Pour ces derniers, la fréquence quinquennale est respectée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Valeurs limites des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <p>-à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ) sauf pour les installations de séchage (fours notamment) où les résultats sont exprimés sur gaz humides          -à une teneur en O<sup>2</sup> lorsque précisée dans le tableau ci-dessous.          On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.          Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conduits A1 et A2 (volumes de gaz rapportés à une concentration de 3% d'O<sup>2</sup>) : NOx 150 mg/Nm<sup>3</sup></li> <li>- Conduits D1 à D4 :              poussières totales 100 mg/Nm<sup>3</sup>              NOx 300 mg/Nm<sup>3</sup></li> <li>- Conduit K1 : COVnm 110 mg/Nm<sup>3</sup></li> <li>- Conduit P1 :              poussières totales 100 mg/Nm<sup>3</sup> si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h et 40 si supérieur              COVnm 100 mg/Nm<sup>3</sup></li> <li>- Conduits X1 et X2 :              SO2 100 mg/Nm<sup>3</sup>              NOx 200 mg/Nm<sup>3</sup>              NH3 300 mg/Nm<sup>3</sup>              Acidité totale exprimé en H+ 0.5              Alcalins exprimés en OH- 10              Ni 5 mg/Nm<sup>3</sup> sur le conduit X1              CN 1 mg/Nm<sup>3</sup> sur le conduit X2</li> <li>- Conduit Y1 :              poussières totales 100 mg/Nm<sup>3</sup> si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, 40 mg/Nm<sup>3</sup> sinon              Cuivre 5 mg/Nm<sup>3</sup> si le flux horaire total dépasse 25 g/h</li> </ul>

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

**Constats :**

Pour l'ensemble des rejets, les résultats transmis par l'exploitant ne font pas apparaître de non-conformité aux valeurs limites.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /**

**Type de suites proposées :** Sans suite